

**Belga**Date : **09/05/2017**Page : **84**Periodicity : **Daily**

Journalist : --

Circulation : --

Audience : **0**

Size : --

**Entrepreneurs belges de grands travaux cherchent main-d'oeuvre qualifiée (2)**

(BELGA) = S'ils affichent leur confiance face aux perspectives futures malgré le désinvestissement récurrent des pouvoirs publics, les entrepreneurs belges de grands travaux, réunis au sein de la fédération sectorielle ADEB, craignent surtout de manquer de main-d'oeuvre qualifiée, ressort-il du quatrième baromètre annuel de l'ADEB présenté ce mardi à Bruxelles.

"Les entrepreneurs redoutent une grave pénurie de personnel qualifié qui pourrait mettre en jeu la pérennité de leur entreprise", quelque 22.000 ouvriers quittant chaque année le secteur de la construction, a affirmé Didier Cartage, directeur général de la fédération.

Selon ce dernier, 81% des patrons se déclarent confiants à très confiants face aux perspectives d'avenir et devraient engager au cours des 12 prochains mois, ce qui représente une hausse des intentions d'embauche de 33% par rapport à l'année passée et alors que l'emploi dans le secteur a reculé de 2% de 2015 à 2016. "Toutefois, la moitié d'entre eux craint de ne pas trouver de main-d'oeuvre qualifiée, tant au niveau des ouvriers que des employés", a poursuivi Didier Cartage pour qui "il est urgent d'agir pour l'emploi", d'autant que la Belgique fait toujours face à un manque de compétitivité "en raison de charges sociales élevées".

L'ADEB pointe par ailleurs "le sous-investissement, voire le désinvestissement" des pouvoirs publics dans des infrastructures vieillissantes. "En 30 ans, les investissements publics dans ce domaine ont été divisés par deux et la Belgique, avec 1% du PIB investi, se situe toujours largement en-dessous des recommandations de l'Union européenne (2%) et de ses voisins (1,9% aux Pays-Bas, 1,7% en France ou encore 1,3% en Grande-Bretagne)", a ajouté Frédéric Loriaux, le président de l'ADEB.

"Le délabrement des tunnels bruxellois n'est qu'un symptôme de ce désinvestissement à mettre en relation avec l'âge moyen des ponts, des tunnels et des routes belges. A titre d'exemple, 70% des ponts, en Belgique, ont plus de 35 ans ce qui, faute d'entretien, aura de lourdes conséquences dans les années à venir", a-t-il encore averti.

Face à ces constats, la fédération sectorielle, qui représente une soixantaine d'entreprises, quelque 17.000 emplois directs et un chiffre d'affaires de 9,5 milliards d'euros, a formulé six recommandations "visant à encourager la croissance harmonieuse du secteur ainsi que des infrastructures de qualité".

L'ADEB plaide ainsi pour le renforcement de la lutte contre la fraude et le dumping social "afin de rétablir une concurrence saine"; pour la diminution des charges patronales censée améliorer la compétitivité des entreprises belges et pour la revalorisation des métiers de la construction. La fédération réclame également la mise en place "de véritables plans d'investissement et d'entretien des infrastructures liés à une vision à au moins 10 ans" ainsi que la promotion de financements alternatifs "à défaut de moyens financiers publics". Elle appelle enfin "au développement de véritables projets urbanistiques pour faire face aux défis démographiques, en privilégiant l'interconnexion des villes".